



**GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION**

Deuxième trimestre de 2023

Périodes de 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023

TABLE DES MATIÈRES

1.	Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	<u>3</u>
2.	À propos de Colabor	<u>4</u>
2.1	Développements d'entreprise de 2023	<u>4</u>
2.2	Stratégies de développement et perspectives d'avenir	<u>4</u>
2.3	Indicateurs de performance financière clés	<u>5</u>
3.	Résultats d'exploitation et financiers	<u>6</u>
3.1	Résultats d'exploitation	<u>6</u>
3.1.1	Ventes sectorielles	<u>7</u>
3.1.2	Charges opérationnelles	<u>8</u>
3.1.3	BAIIA ajusté	<u>9</u>
3.1.4	Amortissements	<u>10</u>
3.1.5	Charges financières	<u>10</u>
3.1.6	Impôts sur le résultat	<u>10</u>
3.1.7	Résultat net	<u>11</u>
3.2	Situation financière	<u>12</u>
3.3	Autres variations importantes de la situation financière	<u>13</u>
3.4	Données liées aux actions en circulation	<u>14</u>
3.5	Flux de trésorerie	<u>14</u>
3.6	Ressources en capital	<u>15</u>
4.	Résumé des derniers trimestres	<u>16</u>
5.	Mesures de performance non conformes aux IFRS	<u>16</u>
6.	Risques et incertitudes	<u>18</u>
7.	Estimations et jugements significatifs	<u>18</u>
8.	Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière	<u>18</u>
9.	Instruments financiers	<u>19</u>

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. et ses filiales (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du deuxième trimestre clos le 17 juin 2023 dont les chiffres ne sont pas audités. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et leurs notes complémentaires pour cette période, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités du 31 décembre 2022 et leurs notes ainsi qu'avec le rapport de gestion annuel y afférent. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Colabor et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Colabor juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique 2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir du présent rapport de gestion. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Colabor. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique 6 Risques et incertitudes du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs, qui incluent les risques liés à la pandémie de la Covid-19 et les différents variants sous-jacents (« pandémie ») ainsi que les impacts possibles sur les consommateurs et l'économie, n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Colabor, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Colabor à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Saisonnalité

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes de quatre semaines chacune; les trois premiers trimestres sont chacun composés de trois périodes et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de périodes d'opération que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est normalement moins élevé en comparaison aux autres trimestres.

Finalement, le fonds de roulement évolue généralement au cours de l'exercice financier en raison de la nature saisonnière des activités, principalement au printemps et à l'été ainsi que durant les périodes de Fêtes (c.-à.-d. Noël et Pâques). Afin de répondre à la demande saisonnière accrue, les besoins en stocks augmentent ainsi que les clients et autres débiteurs. La facilité de crédit est utilisée au besoin pour supporter la fluctuation de cette activité saisonnière.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Développements d'entreprise de 2023

Au cours des périodes de 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023, aucun événement n'est à rapporter ayant eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société témoignant de l'évolution du plan d'optimisation et de croissance de Colabor.

2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Colabor a pour principaux objectifs financiers d'accroître sa rentabilité et de créer de la valeur pour ses actionnaires. En 2023, afin d'atteindre ses objectifs, le plan stratégique se définit et s'articule sur les piliers suivants :

1. Développer de nouveaux territoires de Distribution au Québec
 - Continuer le développement dans l'ouest du Québec; et
 - Saisir des occasions d'acquisition.
2. Optimiser la rentabilité et les efficacités
 - Continuer le développement de ses marques privées;
 - Accroître la distribution spécialisée (viandes et poissons); et
 - Investissement et modernisation de certains centres de distribution/divisions.
3. Attirer, retenir et développer les talents
 - Améliorer l'engagement des employés;
 - Lancement de la marque employeur; et
 - Prioriser une communication efficace au sein de l'organisation.
4. Renouveler et rafraîchir notre image
 - Continuer d'élargir l'offre locale;
 - Investissement au niveau de l'image de marque; et
 - Mise en place des objectifs en matière d'environnement, social et gouvernance ("ESG").

Évolution du plan 2023

Au cours du premier semestre de 2023, afin de développer de nouveaux territoires de Distribution au Québec, nous avons continué d'investir dans notre force de vente afin de percer certaines régions du Québec qui étaient jusque-là peu exploitées par la Société.

De plus, des investissements se poursuivent au cours du premier semestre de 2023 afin d'améliorer le positionnement de notre marque privée.

La Société désire se démarquer par son offre de produits locaux, de qualité, soutenant un écosystème agricole et de pêcheries durables et en plus de diverses certifications qu'elle a déjà, elle vient d'obtenir la certification "fourchette bleue" pour sa filiale Les Pêcheries Norref Québec inc. Cette certification permet ainsi à la Société d'être alignée aux objectifs de la Politique Bioalimentaire 2018/2025 du Gouvernement du Québec. En date du 22 juin 2023, la Société a aussi fait un placement de 13 % dans 9374-1502 Québec inc. (« Maturin ») qui propose exclusivement des aliments qui proviennent de plus de 600 fermes du Québec. La Société était déjà un partenaire de Maturin, en étant son distributeur exclusif pour le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, des marchés institutionnels (« HRI »). Ces projets contribuent activement à l'autonomie alimentaire du Québec en accentuant son offre de produits locaux au secteur HRI.

2.3 Indicateurs de performance financière clés

Indicateurs de performance (en milliers de dollars, sauf le ratio d'endettement)	12 semaines		24 semaines	
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Résultats et flux de trésorerie				
Ventes liées aux activités poursuivies	164 186	137 986	298 109	235 155
Résultat net lié aux activités poursuivies	2 314	1 690	2 154	37
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	9 294	8 006	14 868	10 319
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	11 268	(1 221)	12 075	11 205

Situation financière	Au 17 juin	Au 31 décembre
	2023	2022
	\$	\$
Fonds de roulement ⁽²⁾	49 489	48 800
Ratio d'endettement ⁽³⁾	2,0x	2,3x
Dettes nettes ⁽⁴⁾	47 315	47 764

⁽¹⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer au tableau du rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS. Le BAIIA ajusté correspond au résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

⁽³⁾ Le ratio d'endettement est un indicateur de la capacité de la Société à s'acquitter de sa dette à long terme. Il est défini comme le ratio de la dette nette / BAIIA ajusté moins les paiements des obligations locatives des quatre derniers trimestres. Le chiffre correspondant de 2022 a été retraité afin de refléter la nouvelle méthode de calcul établie pour 2023. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS.

⁽⁴⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, net de l'encaisse.

Faits saillants du deuxième trimestre

- Les ventes consolidées du deuxième trimestre se sont chiffrées à 164,2 millions \$, en hausse de 19,0 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les ventes consolidées cumulatives se sont chiffrées à 298,1 millions \$, en hausse de 26,8 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent.
- Le résultat net des activités poursuivies du deuxième trimestre s'est établi à 2,3 millions \$, en hausse de 0,6 million \$ comparativement à 1,7 million \$ pour la même période de l'exercice correspondant en 2022. Le résultat net des activités poursuivies cumulatif s'est établi à 2,2 millions \$, comparativement à néant million \$ en 2022. Ce résultat s'explique par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ et une baisse des frais non liés aux opérations courantes, mitigé par la hausse de l'amortissement et des charges financières.

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre provenant des activités poursuivies a atteint 9,3 millions \$ ou 5,7 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 8,0 millions \$ ou 5,8 % des ventes des activités poursuivies en 2022. Cette hausse provient essentiellement de l'augmentation des ventes. Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ cumulatif provenant des activités poursuivies a atteint 14,9 millions \$ ou 5,0 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 10,3 millions \$ ou 4,4 % des ventes des activités poursuivies en 2022, une hausse de 44,1 %. Cette augmentation provient des éléments mentionnés précédemment, mitigée par une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement ainsi que des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.
- La diminution de la dette nette⁽⁴⁾ qui se chiffre à 47,3 millions \$ au 17 juin 2023 comparativement à 47,8 millions \$ à la fin de l'exercice 2022, s'explique par l'augmentation de l'encaisse, mitigé par l'utilisation additionnelle de la facilité de crédit de 3,3 millions \$. Le ratio d'endettement⁽³⁾ se chiffre à 2,0x par rapport à 2,3x à la fin de l'exercice 2022.
- Au 17 juin 2023, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 49,5 millions \$, en hausse par rapport à 48,8 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Cette variation est en lien avec la croissance des ventes au cours de 2023.

3. Résultats d'exploitation et financiers

3.1 Résultats d'exploitation

Sommaire des résultats pour les périodes des 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2023 \$	2022 \$	Écart %	2023 \$	2022 \$	Écart %
Ventes	164 186	137 986	19,0	298 109	235 155	26,8
Coût des marchandises vendues	134 618	112 693	19,5	243 446	193 234	26,0
Charges d'exploitation ⁽²⁾	20 274	17 287	17,3	39 795	31 602	25,9
Charges opérationnelles	154 892	129 980	19,2	283 241	224 836	26,0
BAIIA ajusté⁽¹⁾	9 294	8 006	16,1	14 868	10 319	44,1
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	5,7 %	5,8 %		5,0 %	4,4 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

⁽²⁾ Les charges d'exploitation sont ajustées pour exclure les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions.

3.1.1 Ventés sectorielles

Ventes consolidées pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	117 500	93 568	25,6	214 218	160 784	33,2
Secteur Grossiste	57 265	56 315	1,7	104 685	94 595	10,7
Éliminations intersectorielles et autres	(10 579)	(11 897)	11,1	(20 794)	(20 224)	(2,8)
Ventes	164 186	137 986	19,0	298 109	235 155	26,8

Les ventes consolidées du deuxième trimestre de 2023 étaient de 164,2 millions \$ comparativement à 138,0 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 19,0 %.

- La hausse des ventes du secteur Distribution de 25,6 % s'explique par la croissance du volume, dont une partie est reliée à la conclusion de deux contrats de distribution auprès de chaînes indépendantes, l'impact de l'inflation, et l'acquisition des actifs dans les territoires des Laurentides et de l'Outaouais.
- Les ventes du secteur Grossiste ont augmenté de 1,7 % et s'explique essentiellement par l'impact de l'inflation.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont baissé de 11,1 % ce qui s'explique essentiellement par la croissance des ventes de Le Groupe Resto-Achats inc. (« GRA »), société qui a été acquise le 4 avril 2022, et par la diminution des ventes intersectorielles.

Les ventes consolidées cumulatives pour la période de 24 semaines de 2023 étaient de 298,1 millions \$ comparativement à 235,2 millions \$ lors de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 26,8 %. Au cours du premier trimestre de 2022, les salles à manger des restaurants avaient été fermées durant quatre semaines en raison de mesures reliées à la Covid-19.

- La hausse des ventes du secteur Distribution de 33,2 % s'explique par la croissance du volume, tel qu'expliqué ci-haut, l'impact de l'inflation et l'acquisition des actifs dans les territoires des Laurentides et de l'Outaouais.
- Les ventes du secteur Grossiste ont augmenté de 10,7 % ce qui s'explique par l'impact de l'inflation et une augmentation du volume.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 2,8 % ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des achats des secteurs Distribution et Grossiste tel que décrit ci-dessus, mitigé par la croissance des ventes de GRA.

3.1.2 Charges opérationnelles

Charges opérationnelles pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	110 609	88 173	25,4	203 750	154 588	31,8
Secteur Grossiste	52 506	51 740	1,5	95 982	86 686	10,7
Éliminations intersectorielles et autres	(8 223)	(9 933)	17,2	(16 491)	(16 438)	(0,3)
Charges opérationnelles⁽¹⁾	154 892	129 980	19,2	283 241	224 836	26,0

⁽¹⁾ Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

Les charges opérationnelles consolidées du deuxième trimestre de 2023 étaient de 154,9 millions \$ comparativement à 130,0 millions \$ lors du trimestre correspondant de 2022, soit une augmentation de 19,2 %, en lien avec l'augmentation des ventes de 19,0 %.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont augmenté de 25,4 % au cours du deuxième trimestre provenant essentiellement de la hausse des ventes de 25,6 %, une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement, en lien entre autres avec la hausse de l'inflation et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont augmenté de 1,5 % en lien avec la hausse des ventes de 1,7 % au cours du deuxième trimestre de 2023, une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement et des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont diminué de 17,2 % provenant principalement de l'augmentation des charges reliées à GRA et du siège social, et de la baisse des ventes intersectorielles au cours du deuxième trimestre de 2023.

Les charges opérationnelles consolidées cumulatives pour la période de 24 semaines de 2023 étaient de 283,2 millions \$ comparativement à 224,8 millions \$ lors de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 26,0 %, en lien avec l'augmentation des ventes de 26,8 %.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont augmenté de 31,8 % provenant essentiellement de la hausse des coûts de marchandises vendues et des charges d'exploitation reliée à l'augmentation des ventes de 33,2 %, une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement en lien entre autres avec la hausse de l'inflation et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire, mitigé par une hausse de la marge brute.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont augmenté de 10,7 % en lien avec la hausse des coûts de marchandises vendues reliée à l'augmentation des ventes de 10,7 % et une hausse des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 0,3 % provenant principalement de l'augmentation des ventes intersectorielles, net de l'augmentation des charges reliées à GRA et au siège social.

3.1.3 BAIIA ajusté

BAIIA ajusté pour les périodes 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	6 891	5 395	27,7	10 468	6 196	68,9
Secteur Grossiste	4 759	4 575	4,0	8 703	7 909	10,0
Éliminations intersectorielles et autres	(2 356)	(1 964)	(20,0)	(4 303)	(3 786)	(13,7)
BAIIA ajusté⁽¹⁾	9 294	8 006	16,1	14 868	10 319	44,1
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	5,7 %	5,8 %		5,0 %	4,4 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2023 était de 9,3 millions \$ comparativement à 8,0 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 16,1 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,7 % par rapport à 5,8 % lors de la période correspondante de 2022. Ces variations s'expliquent essentiellement par la croissance des ventes :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a augmenté de 1,5 million \$ ou 27,7 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ s'est établie à 5,9 % comparativement à 5,8 % en 2022. Cette augmentation s'explique par une croissance des ventes de 25,6 % tel qu'expliqué précédemment.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a augmenté de 0,2 million \$, ou 4,0 % et s'explique essentiellement par une augmentation des ventes de 1,7 % tel qu'expliqué précédemment.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres du deuxième trimestre 2023 a augmenté de 0,4 million \$ ou 20,0 % comparativement à celui du trimestre correspondant de 2022 et s'explique essentiellement par la croissance des charges du siège social, mitigé par la croissance du BAIIA ajusté⁽¹⁾ de GRA.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ cumulatif de la période de 24 semaines de 2023 a atteint 14,9 millions \$ comparativement à 10,3 millions \$ lors du semestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 44,1 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,0 % par rapport à 4,4 % lors de la période correspondante de 2022. Ces variations s'expliquent essentiellement par l'augmentation des ventes ainsi d'une augmentation de la marge brute provenant d'un meilleur mix de produits et clients :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a augmenté de 4,3 millions \$ ou 68,9 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ s'est établie à 4,9 % comparativement à 3,9 % en 2022. Les variations proviennent d'une croissance des ventes et une amélioration de la marge brute, mitigées par la hausse des coûts de main-d'œuvre et autres coûts de la chaîne d'approvisionnement et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire, tel qu'expliqué précédemment.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a augmenté de 0,8 million \$, ou 10,0 % et s'explique essentiellement par une croissance des ventes, mitigée par des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée.

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres de la période de 24 semaines de 2023 a augmenté de 0,5 million \$ ou 13,7 % comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent et s'explique essentiellement par la croissance des charges du siège social, mitigé par la croissance du BAIIA ajusté⁽¹⁾ de GRA.

3.1.4 Amortissements

Amortissements pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2023 \$	2022 \$	Écart %	2023 \$	2022 \$	Écart %
Amortissement des immobilisations corporelles	1 002	527	90,1	2 008	1 003	100,2
Amortissement des immobilisations incorporelles	941	966	(2,6)	1 886	1 835	2,8
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 738	2 215	23,6	5 248	4 104	27,9
Amortissements	4 681	3 708	26,2	9 142	6 942	31,7

Au deuxième trimestre de 2023, la charge d'amortissements est en hausse de 26,2 % comparativement à 2022 et s'explique principalement par l'augmentation de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation suite au renouvellement et à la signature de nouveaux baux depuis les 12 derniers mois ainsi qu'à l'acquisition d'immobilisations corporelles, mitigé par certaines immobilisations incorporelles complètement amorties.

Pour la période de 24 semaines close le 17 juin 2023, la charge d'amortissements est en hausse de 31,7 % comparativement à 2022 et s'explique principalement par l'augmentation de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation suite au renouvellement et à la signature de nouveaux baux depuis les 12 derniers mois ainsi qu'à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

3.1.5 Charges financières

Les charges financières des périodes de 12 et 24 semaines close le 17 juin 2023 se sont établies à 1,4 million \$ et 2,6 millions \$ respectivement, comparativement à 1,0 million \$ et 2,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2022. Cette hausse s'explique par l'augmentation des taux d'intérêt et de notre niveau d'endettement.

3.1.6 Impôts sur le résultat

Les charges d'impôts des périodes de 12 et 24 semaines close le 17 juin 2023 ont atteint 0,9 million \$ et 0,7 million \$ respectivement, comparativement à 0,7 million \$ et néant million \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La variation provient essentiellement de la hausse du résultat avant impôts.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3.1.7 Résultat net

Résultat net pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023

(en milliers de dollars, sauf le résultat net par action et les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Résultat net lié aux activités poursuivies	2 314	1 690	36,9	2 154	37	5 721,6
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	(14)	(100,0)	—	(67)	(100,0)
Résultat net	2 314	1 676	38,1	2 154	(30)	(7 280,0)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,02	0,02	—	0,02	—	100,0
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	—	—	—	—	—	—
Résultat net par action de base et dilué	0,02	0,02	—	0,02	—	100,0

Le résultat net lié aux activités poursuivies et le résultat net du deuxième trimestre de 2023 étaient de 2,3 millions \$ ou 0,02 \$ par action, comparativement à 1,7 million \$ ou 0,02 \$ par action lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principales variations du trimestre sont la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ tel qu'expliqué précédemment, combinée à la baisse des frais non liés aux opérations courantes, mitigées par la hausse des amortissements, des charges financières et de la charge d'impôts. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période de 12 semaines est de 101 967 291 comparativement à 101 954 885 lors de la période correspondante de 2022.

Le résultat net lié aux activités poursuivies cumulatif et le résultat net pour la période de 24 semaines de 2023 ont atteint 2,2 millions \$ ou 0,02 \$ par action, en hausse par rapport à néant million \$ ou néant \$ par action, lors de la période correspondante de 2022. La variation s'explique par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾, tel qu'expliqué précédemment, et une baisse des frais non liés aux opérations courantes, mitigées par la hausse des amortissements, des charges financières et de la charge d'impôts. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période de 24 semaines est de 101 961 088 comparativement à 101 954 885 lors de la période correspondante de 2022.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3.2 Situation financière

Le tableau qui suit présente les principaux éléments des actifs et passifs courants consolidés qui composent le fonds de roulement⁽²⁾ de la société.

(en milliers de dollars)

	Au 17 juin 2023 \$	Au 31 décembre 2022 \$	Écart \$
Actifs courants			
Clients et autres débiteurs	54 434	45 776	8 658
Stocks	51 360	45 084	6 276
Actifs courants	105 794	90 860	14 934
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	56 305	42 060	14 245
Fonds de roulement⁽²⁾	49 489	48 800	689

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. La Société calcule son fonds de roulement tel que décrit ci-dessus. Voir la rubrique 1 Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs pour plus d'informations sur la saisonnalité des ventes.

Au 17 juin 2023, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 49,5 millions \$, en hausse de 0,7 million \$ par rapport à la fin de l'exercice 2022. La hausse s'explique de la façon suivante :

Clients et autres débiteurs

Le solde des clients et autres débiteurs est en hausse de 8,7 millions \$ par rapport au 31 décembre 2022, provenant de la hausse des ventes vers la fin du deuxième trimestre par rapport à la fin du quatrième trimestre de 2022.

Stocks

Le solde des stocks est en hausse de 6,3 millions \$ par rapport au 31 décembre 2022, expliqué par l'augmentation des ventes et des investissements en inventaires, entre autres pour la mise en place de nouveaux contrats et en prévision de la saison estivale.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est en hausse de 14,2 millions \$ par rapport au 31 décembre 2022 provenant essentiellement de la hausse des inventaires et du décalage des paiements fournisseurs.

3.3 Autres variations importantes de la situation financière

Le tableau suivant présente les autres éléments importants de la situation financière de la Société au 17 juin 2023 et leurs écarts par rapport à l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2022.

(en milliers de dollars)

	Au 17 juin 2023 \$	Au 31 décembre 2022 \$	Écart \$
Immobilisations corporelles	8 746	8 247	499
Immobilisations incorporelles	20 533	22 079	(1 546)
Actifs au titre de droits d'utilisation	39 509	38 057	1 452
Actifs d'impôts différés	3 185	3 026	159
Dette à long terme	49 695	46 375	3 320
Obligations locatives	43 272	42 457	815
Obligation au titre de la retraite	2 383	2 279	104
Contrepartie éventuelle	1 289	1 188	101
Passifs d'impôts différés	644	715	(71)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	105 103	102 894	2 209

Immobilisations corporelles

L'augmentation des immobilisations corporelles provient essentiellement des acquisitions mitigées par l'amortissement.

Immobilisations incorporelles

La réduction des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'amortissement.

Actifs au titre de droits d'utilisation

L'augmentation des actifs au titre de droits d'utilisation provient essentiellement de la signature de nouveaux baux, mitigé par l'amortissement.

Actifs d'impôts différés

L'augmentation des actifs d'impôts différés provient essentiellement de la création d'attributs fiscaux au cours de la période.

Dette à long terme

L'augmentation de la dette à long terme provient essentiellement de l'utilisation de la facilité de crédit, qui provient d'une utilisation supérieure du fonds de roulement⁽²⁾.

Obligations locatives

L'augmentation des obligations locatives provient essentiellement de la signature de nouveaux contrats de location, mitigé par les paiements effectués au cours de la période.

Obligation au titre de la retraite

La Société a approuvé la liquidation complète du régime de retraite à prestations déterminées en 2021. Le processus relatif à la liquidation du régime devrait être complété en 2023 et l'obligation sera déboursée au même moment.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

Contrepartie éventuelle

L'augmentation de la contrepartie éventuelle provient essentiellement de la charge de désactualisation financière.

Passifs d'impôts différés

La diminution des passifs d'impôts différés provient essentiellement de la création d'attributs fiscaux au cours de la période.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires

L'augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires provient principalement du résultat net, mitigé par les autres éléments du résultat global de l'exercice.

3.4 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions et options de la Société au 21 juillet 2023. Se reporter aux notes 7, 9 et 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le nombre d'options)

	Nombre d'actions / options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions ordinaires participantes à droit de vote	101 986 464	257 054
Options sur les actions participantes à droit de vote		
Options en circulation	4 623 982	
Options pouvant être exercées	2 331 482	

3.5 Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023.

(en milliers de dollars)

	12 semaines		24 semaines	
	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	11 268	(1 221)	12 075	11 205
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 223)	(2 902)	(3 607)	(3 353)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(5 069)	2 561	(4 715)	(7 868)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies	3 976	(1 562)	3 753	(16)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	—	—	—	(8)
(Endettement bancaire) trésorerie et équivalent de trésorerie au début	(1 498)	3 544	(1 275)	2 006
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin	2 478	1 982	2 478	1 982

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint 11,3 millions \$ pour le deuxième trimestre par rapport à (1,2) million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par une utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾ et par l'augmentation du BAIIA ajusté⁽¹⁾. L'utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾ s'explique par l'encaissement des comptes clients plus élevé en 2023 en lien avec la hausse des ventes et le décalage des achats d'inventaires et paiements des fournisseurs.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint 12,1 millions \$ pour la période de 24 semaines de 2023 par rapport à 11,2 millions \$ pour la période correspondante en 2022. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du BAIIA ajusté⁽¹⁾, mitigé par une utilisation supérieure du fonds de roulement⁽²⁾. L'utilisation supérieure du fonds de roulement⁽²⁾ s'explique par l'encaissement du gain non récurrent en 2022 de 4,0 millions \$ et qui était à recevoir au 25 décembre 2021 et l'augmentation d'achats d'inventaires en lien avec la croissance des ventes.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont de (2,2) millions \$ et (3,6) millions \$ pour les périodes de 12 et 24 semaines de 2023 respectivement, comparativement à (2,9) millions \$ et (3,4) millions \$ pour les périodes correspondantes de 2022. Les variations proviennent essentiellement de l'acquisition de GRA pour un montant de 1,0 million \$ comparativement à 1,5 million \$ en 2022 ainsi que des acquisitions d'immobilisations incorporelles moins élevées, mitigés par des acquisitions d'immobilisations corporelles plus élevées, dont des dépôts pour des achats d'équipements reliés à notre nouvel entrepôt de Saint-Bruno-de-Montarville dont nous prendrons possession au cours des prochains mois.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (5,1) millions \$ pour le deuxième trimestre de 2023, en hausse par rapport à 2,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation provient principalement d'une augmentation des déboursés en lien avec les obligations locatives et les charges financières, combiné à un remboursement de la facilité de crédit de 0,8 million \$ en 2023, comparativement à une utilisation additionnelle de 5,3 millions \$ en 2022.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (4,7) millions \$ pour la période de 24 semaines de 2023 comparativement à (7,9) millions \$ pour la période correspondante en 2022. La variation provient principalement d'une augmentation des déboursés en lien avec les obligations locatives et les charges financières, combiné à une utilisation de la facilité de crédit de 3,3 millions \$, comparativement à un remboursement de 2,5 millions \$ en 2022.

3.6 Ressources en capital

Au 17 juin 2023, la Société respectait tous ses engagements bancaires. La Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et par l'utilisation de la facilité de crédit non utilisée. Au 17 juin 2023, la facilité de crédit disponible est de 38,0 millions \$. Se référer à la rubrique 9 pour la gestion du risque de liquidité.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

4. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2023			2022			2021	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	(12 semaines)	(12 semaines)	(17 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(16 semaines)	(12 semaines)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	164 186	133 923	193 246	145 670	137 986	97 169	151 014	131 889
BAIIA ajusté⁽¹⁾	9 294	5 574	9 855	8 894	8 006	2 313	7 080	7 821
Frais (revenus) non liés aux opérations courantes	2	49	107	102	831	314	(3 998)	75
Résultat net lié aux activités poursuivies	2 314	(160)	1 682	2 832	1 690	(1 653)	5 336	2 288
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	—	(419)	—	(14)	(53)	(197)	(250)
Résultat net	2 314	(160)	1 263	2 832	1 676	(1 706)	5 139	2 038
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,02	—	0,02	0,03	0,02	(0,02)	0,05	0,02
Résultat net par action de base et dilué	0,02	—	0,01	0,03	0,02	(0,02)	0,05	0,02

Les ventes des huit derniers trimestres ont été touchées par divers facteurs, dont la pandémie à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2020 et jusqu'au premier trimestre de 2022. Les ventes du quatrième trimestre de 2022 comportent une semaine supplémentaire comparativement à celui de 2021. Le résultat net du premier trimestre de chaque exercice financier est généralement négativement impacté par son caractère saisonnier. Le résultat net du quatrième trimestre de 2021 a été impacté positivement par les frais (revenus) non liés aux opérations courantes.

5. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

BAIIA ajusté

Il s'agit d'une mesure couramment utilisée par la direction, ainsi que par les investisseurs et analystes afin d'évaluer la performance d'une entité et la capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses activités courantes. Le BAIIA ajusté correspond au résultat net duquel les éléments suivants sont ajoutés : la charge d'amortissements, les frais non liés aux opérations courantes, ainsi que les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions, les charges financières et les impôts sur les résultats.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(en milliers de dollars)

	12 semaines		24 semaines	
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	2 314	1 690	2 154	37
Charge d'impôts	854	675	747	43
Charges financières	1 383	979	2 625	1 950
Résultat opérationnel	4 551	3 344	5 526	2 030
Charges relatives au régime de rémunération à base d'actions	60	123	149	202
Frais non liés aux opérations courantes	2	831	51	1 145
Amortissements	4 681	3 708	9 142	6 942
BAIIA ajusté	9 294	8 006	14 868	10 319

Dette nette

La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, net de l'encaisse tel que présenté dans les états consolidés de la situation financière de Colabor. Il s'agit d'une mesure utilisée par les investisseurs et sert à calculer le ratio d'endettement.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette :

(en milliers de dollars)

	Au 17 juin 2023 \$	Au 31 décembre 2022 \$
(Encaisse) endettement bancaire	(2 685)	1 014
Portion à court terme de la dette à long terme	3 000	3 000
Dette à long terme	47 000	43 750
Dette nette	47 315	47 764

Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté provenant des activités poursuivies duquel sont diminués les paiements sur obligations locatives des quatre derniers trimestres tels que présentés dans les états consolidés des flux de trésorerie, et est utilisé par la direction afin d'évaluer sa capacité d'emprunter des capitaux.

Le tableau suivant présente le calcul du ratio d'endettement :

(en milliers de dollars)

	Au 17 juin 2023 \$	Au 31 décembre 2022 \$
BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres	33 617	29 068
Paiements sur obligations locatives des quatre derniers trimestres	10 205	8 197
Ratio d'endettement ⁽¹⁾	2,0x	2,3x

⁽¹⁾ En 2023, la Société a modifié le calcul du ratio d'endettement afin de se rapprocher de celui de ses prêteurs et de mieux refléter sa situation financière réelle. Par conséquent, le chiffre correspondant de 2022 a été retraité afin de soustraire les paiements sur obligations locatives de 8,2 millions \$ du BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres et ce, pour fins de comparabilité.

6. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 1^{er} mars 2023 la « Notice », qui est accessible sur le site web SEDAR à www.sedar.com et sur le site web de la Société au www.colabor.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

7. Estimations et jugements significatifs

La préparation des états financiers exige que la direction de la Société pose un certain nombre de jugements et des estimations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges qui sont basé sur les faits et l'information obtenue dont dispose la direction. Compte tenu de la pandémie, la direction a révisé ses jugements et estimations dans le cadre de la préparation de ses états financiers consolidés résumés intermédiaires et conclu qu'il n'y a pas de changement significatif au 17 juin 2023 par rapport au 31 décembre 2022.

8. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 17 juin 2023. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) est adéquate. Pour la période de 24 semaines close le 17 juin 2023, le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont aussi évalué qu'il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière, ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

9. Instruments financiers

A) Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs ainsi que des fournisseurs et autres créditeurs est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	Valeur comptable \$	Au 17 juin 2023 Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Au 31 décembre 2022 Juste valeur \$
Actif financier				
Non courant				
Instrument financier dérivé	716	716	740	740
Passifs financiers				
Courant				
Solde de prix d'achat	—	—	993	1 000
Non courants				
Facilité de crédit	34 828	35 000	31 531	31 750
Dette subordonnée	14 867	15 000	14 844	15 000
Contrepartie éventuelle	1 289	1 289	1 188	1 188
	50 984	51 289	48 556	48 938

La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler le contrat à chaque date de clôture. Au 17 juin 2023, la juste valeur du swap de taux d'intérêt est un actif d'un montant de 0,7 million \$ comptabilisé à la rubrique Autres dans les actifs non courants à l'état consolidé de la situation financière.

La juste valeur de la contrepartie éventuelle a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux d'emprunt marginal de la Société.

La juste valeur de la facilité de crédit est comparable à la valeur comptable, étant donné que le taux d'intérêt fluctue en fonction du taux du marché avec des conditions comparables à celles prévalant sur le marché.

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux de 7,25 % (7,25 % au 31 décembre 2022), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

Évaluation de la juste valeur

Les techniques d'évaluation ainsi que les données observables importantes utilisées dans l'évaluation des justes valeurs des niveaux 2 et 3 sont les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours des périodes de 12 et 24 semaines closes le 17 juin 2023.

B) Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations, de ses activités d'investissement et de ses activités de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société et vise à protéger la Société contre les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Il n'y a eu aucun changement significatif au cours de la période de 24 semaines close le 17 juin 2023 dans l'exposition aux risques de la Société par rapport à la description donnée dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022.